

Revue des Revues

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **136 (1991)**

Heft 5

PDF erstellt am: **03.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Revue des Revues

par le Lt S. Curtenaz



Protection civile, N° 3, mars 1991

La guerre du Golfe aura eu pour effet positif de rendre la population plus attentive à l'existence et à la nécessité de la protection civile. La rédactrice du mensuel trilingue de la PCi, U. Speich-Hochstrasser, y signe un article informatif dans lequel elle expose les menaces possibles au lendemain de ce conflit, et les mesures prévues. Parmi ces menaces, celle du recours à des armes ABC doit être prise sérieusement en compte, et il convient de rappeler à ce sujet que seuls 3,6 millions de masques sont stockés en Suisse. Ils sont réservés à l'armée, au personnel de la PCi, ainsi qu'aux 10% de notre population qui ne dispose pas encore d'une place dans un abri équipé d'un dispositif de filtrage.

Military Review, décembre 1990

Aux certitudes de la guerre froide a fait place une incertitude qui inquiète les stratèges américains, bien décidés à se rendre maîtres de la complexité grandissante du monde. Ce numéro de la *Military Review*, consacré à l'URSS et à la Pologne, nous donne un aperçu des questions qu'ils se posent.

Que reste-t-il, en effet, de la menace? La prise de conscience que l'URSS serait perdante dans une course aux armements où elle se verrait toujours en retard d'une technologie, et sans autre effet que de saigner son économie, a porté au pouvoir le pôle *socio-politique* – responsable de la pensée stratégique – et écarté le pôle *militaro-technique* – responsable de l'outil militaire. Ces deux tendances du système militaire soviétique se disputent en effet, nous apprend J. W. Kipp, leur influence sur le système politique. Quant à la catastrophe de Tchernobyl, elle contribuait à la prise de conscience d'une double vulnérabilité face à une technologie trop sophistiquée pour les moyens de contrôle à disposition, et aux dangers d'un

conflit nucléaire. Dès lors, plutôt que de préparer la guerre, la doctrine soviétique s'emploie à définir les moyens de la prévenir. Le choix d'une posture défensive est apparu comme plus conforme aux intérêts de l'Etat. Mais les outils de la modélisation n'ont pas suivi. On raisonne en effet toujours en termes de *deep battle*. Le futur de l'armée soviétique se dessinerait dans l'esprit d'une défense capable de puissantes contre-offensives dans toute la profondeur du champ de bataille.

Military Review, janvier 1991

Chaque Etat, et chaque chef militaire, a, vis-à-vis de ses soldats, un triple devoir: celui de bien les commander, celui de leur donner une instruction qui corresponde aux exigences de la guerre moderne, celui enfin de les équiper correctement. En bref, d'être économes de leur sang, et non de leur sueur. L'instruction est le thème principal de ce numéro que développe le général C. E. Vuono, chef d'état-major de l'Army. Rappelant le tribut sanglant payé en Corée par une armée américaine trop décontractée après sa victoire sur l'Axe, il souligne que l'instruction est à la base même du fonctionnement d'une armée, et qu'elle ne saurait être trop exigeante. Le monde dont nous héritons après le retrait de l'empire soviétique est chargé d'incertitudes. De nombreux Etats, tel l'Irak par exemple, possèdent d'importantes forces militaires. L'armée américaine de demain, en revanche, sera réduite en nombre. Mais elle ne saurait perdre de sa qualité. Reste ce que le général Vuono définit comme *notre devoir sacré envers nos soldats*, celui de leur donner les moyens de combattre, survivre et gagner. Trois raisons qu'il juge suffisantes pour n'accepter aucun relâchement et pousser plus avant l'instruction individuelle, l'instruction des unités et celle des chefs. L'exercice *Bold Thrust* mis au point par la Septième Division d'Infanterie pour l'évaluation de ses ba-

taillons va dans ce sens. Un exercice coûteux en personnel et en moyens, entièrement fondé sur le système de simulation *Miles*, et qui se révèle, si l'on en croit les colonels R. H. Sulzen et S. C. Rasmussen, le meilleur moyen de tester les hommes, le commandement et la logistique.

Défense nationale, février 1991

Nous assistons, depuis quelque temps déjà, à une redéfinition de la place qu'occupe l'Union soviétique dans les rapports internationaux. L'URSS, de son côté, connaît un vif débat interne sur l'avenir de ses forces armées hypertrophiées. Parmi les militaires, il y a ceux qui déplorent la révision à la baisse de leur prestige, et s'opposent à tout affaiblissement de l'outil militaire. Il y en a d'autres qui veulent que les réformes soient poussées plus avant, vers une armée professionnelle ou semi-professionnelle, libérée de l'emprise du parti. Or, il ne s'agit en aucun cas d'affaiblir les forces armées, mais bien de leur faire gagner en muscle, en les modernisant et en les rationalisant. La pause instaurée par M. Gorbatchev, et la priorité accordée à l'industrie, devrait lui permettre – avec l'aide de la technologie occidentale – de mettre sur pied l'Armée rouge de demain. Reste que, pour faire preuve de bonne volonté, les Soviétiques ont déjà pris plusieurs initiatives et annoncé une réduction unilatérale des forces soviétiques en Europe de l'Est, ainsi que du budget militaire. Mais tous les chars et avions ne sont pas, loin de là, jetés à la ferraille ou transformés en tracteurs: 40 Mig 27 soviétiques déployés en Hongrie ont été transférés dans la péninsule de Kola, tandis que plusieurs milliers de véhicules de combat ont été regroupés pour la plupart dans d'immenses dépôts à ciel ouvert dans la partie asiatique de l'Union soviétique. Le délai d'alerte pour une attaque massive soviétique, relève l'auteur, A. Dumoulin, serait aujourd'hui d'un mois environ, et pourrait passer à deux ans, une fois toutes les forces soviétiques retirées d'Europe de l'Est. Quant aux armes nucléaires, à moyenne et courte portée tout au moins, le retour d'un équilibre conventionnel devrait accélérer le processus de leur abandon. Reste le Pacte de Varsovie. Il perd chaque jour en consistance, et devrait finir par disparaître lui aussi. Mais en attendant la mise sur pied d'une architecture solide, capable de garantir la sé-

curité européenne, l'OTAN reste le seul contrepoids militaire face à l'URSS.

Biplace ou monoplace? s'interroge P.-E. de Montlebon dans sa chronique aéronautique. Si l'avion biplace réunit tous les avantages de la division des tâches, d'un meilleur rendement de l'équipage et de plus grandes chances de survie, l'évolution actuelle de l'avionique permet de se passer du *talking ballast*, le deuxième homme. Mais la maîtrise de systèmes toujours plus performants surchargent le pilote et allongent sa période de formation. A bien choisir, rien ne remplace le biplace. Il est certes plus gros et plus cher, et il faudra deux fois plus d'hommes pour le même nombre de machines... mais acquiert-on un avion de combat sans penser qu'il puisse être engagé un jour?

Ejército, N° 613, février 1991

Parmi les missions de l'Espagne au sein de l'OTAN, il y a celle de la défense du détroit de Gibraltar et de ses deux avant-postes, les îles Baléares et Canaries. Le fait que le fameux rocher reste en mains britanniques ne diminue en rien la responsabilité de l'Espagne. L'analyse de la mission par les militaires espagnols met en évidence la nécessité de *connaître la situation (renseignement), d'inspecter, voire d'intervenir dans le trafic maritime, d'empêcher enfin que le passage puisse être forcé*. Si l'on fait abstraction du survol par des avions volant à haute altitude, et si l'on se concentre sur le trafic maritime, ce ne sont pas moins de 200 navires qu'il s'agit quotidiennement de détecter, localiser, suivre et identifier, et parmi eux les faux navires marchands soviétiques et leur appareillage électronique, ainsi que les navires de guerre. C'est par surprise, estime-t-on, que le passage pourrait être forcé. Ce qui nécessite une permanence, tant du contrôle que des forces nécessaires à la dissuasion et à la défense. Les moyens sont multiples, qui vont du radar à l'artillerie côtière, des missiles sol-mer aux navires de lutte anti-sous-marine. Mais, ainsi que nous l'apprend le commandant R. V. Delgado, c'est la coordination de ces forces et moyens qui crée le plus de problèmes, car ils appartiennent à l'Armée, l'Aviation et la Marine. C'est à l'Armée de terre que reviendrait, selon lui, la responsabilité de cette coordination pour que reste ouvert, et en mains de l'OTAN, le détroit de Gibraltar.

S.Cz.